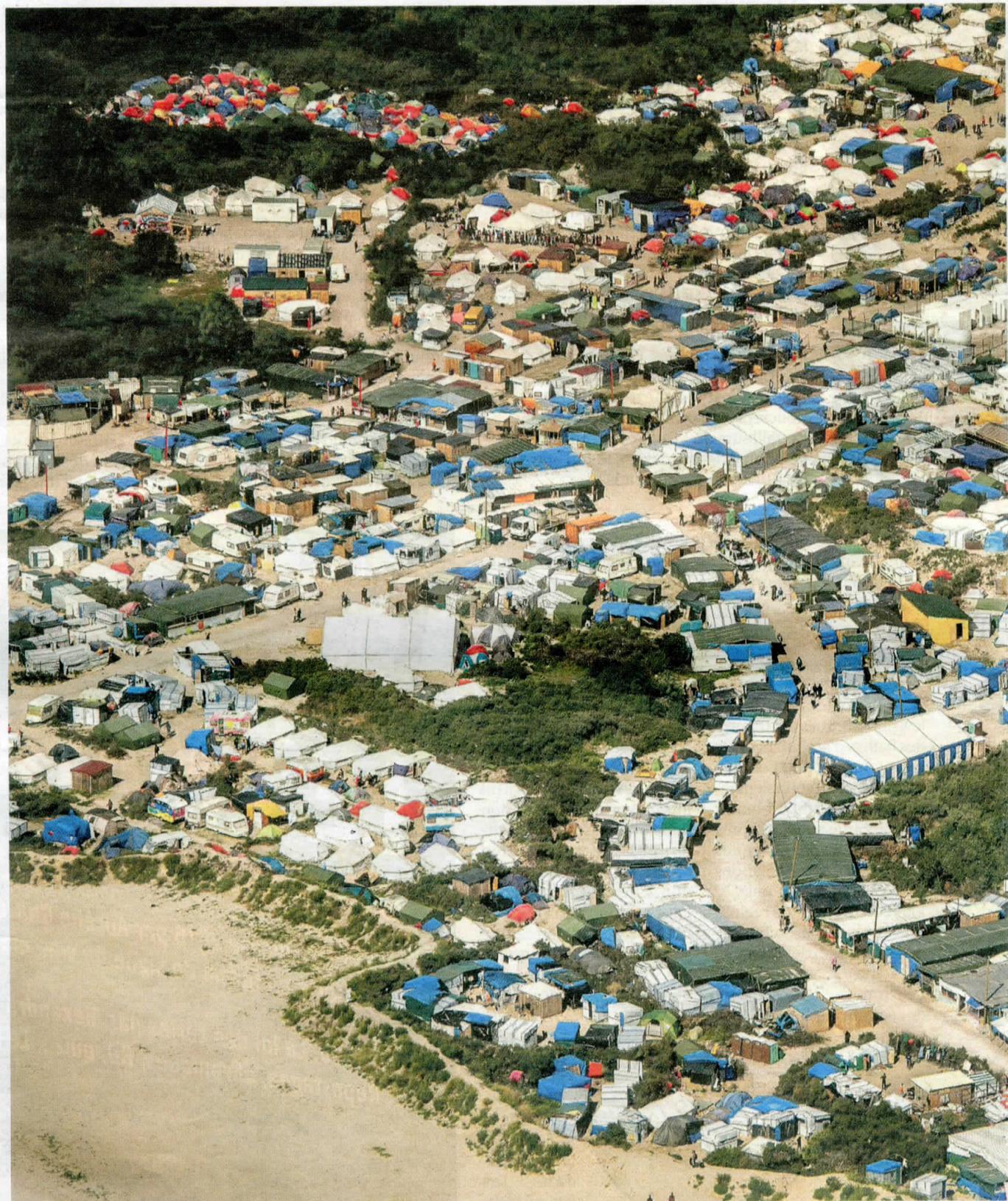


A CALAIS Les migrants plus nombreux que jamais

Par
STÉPHANIE MAURICE
Envoyée spéciale à Calais



Réfugiés
Le démantèlement, en mars, d'une large partie de la «jungle» n'aura servi à rien : chaque jour, des exilés viennent s'entasser près de la frontière avec l'Angleterre dans des conditions précaires.



La «jungle» de Calais, le 16 août, avec, derrière les tentes des réfugiés, des préfabriqués conçus pour 1900 personnes.

Record battu dans la «jungle» de Calais. Et c'est la préfecture qui le reconnaît : 6 901 réfugiés ont été recensés le 17 août, soit 2 415 personnes de plus que depuis le 13 juin, date du précédent comptage. Un nouveau chiffre qui sonne comme un aveu d'échec.

Depuis un an, l'Etat tente par tous les moyens de réduire ce bidonville. Son objectif ? Ne conserver sur Calais que les 1 900 places d'hébergement en dur, dont la gestion a été déléguée à l'association la Vie active : 400 places pour les femmes et les enfants dans des préfabriqués, 1 500 lits dans des containers aménagés pour les autres. A cet effet, la moitié de la lande parsemée d'argousiers a été rasée en mars par les forces de l'ordre, avec interdiction d'y réinstaller cabanes ou tentes. Comme dans le no man's land de 100 mètres de large, surveillé en permanence par les CRS, instauré le long de la rocade portuaire pour empêcher les intrusions. L'espace accordé au bidonville s'est réduit d'autant, et les départs en CAO, ces

centres d'accueil et d'orientation dispersés dans toute la France, où les migrants peuvent se reposer, réfléchir à leur avenir et éventuellement déposer une demande d'asile, se sont accélérés. Au printemps, ces efforts conjugués et les passages en Angleterre, qui se poursuivent malgré le verrouillage du port, ont fait baisser la pression migratoire sur Calais, avec 3 500 personnes dénombrées.

UNE SITUATION SATURÉE

Mais la réalité est têtue : l'été a vu revenir les réfugiés. La guerre continue en Syrie et en Irak, la situation ne s'améliore pas en Erythrée – une des plus dures dictatures au monde – ni au Soudan du Sud. D'autant que la traversée de la Méditerranée est plus « facile » aux beaux jours. Beaucoup de réfugiés expulsés à Paris se sont également repliés sur la jungle. « Calais est aussi un endroit où vont les gens qui veulent demander l'asile », constate Maya Konforti, de l'Auberge des migrants. *Ils savent par la bouche à oreille qu'il y a des associations*

REPORTAGE

qui peuvent les renseigner. Il est aussi plus facile d'accéder à une place en CAO. « Il y a trois départs par semaine, le mardi, le mercredi et le jeudi, témoigne la bénévole. Mais le système est saturé. J'y suis allée mercredi, il y avait 20 places, et 20 personnes qui n'ont pas pu partir. Les gens dorment sur le trottoir pour avoir une chance d'y aller. C'est complètement bouché, mais moins qu'à Paris. » L'Etat a d'ailleurs promis 5 000 places supplémentaires d'ici peu.

Alors aujourd'hui, les exilés sont plus nombreux qu'au plus fort de la crise migratoire de l'été dernier, quand la préfecture en avait compté 6 000, au maximum, à Calais. Le résultat de cette politique est ubuesque : la jungle a des allures de camp retranché, cernée par des buttes de sable, et où se serrent les réfugiés. Autour, c'est le vide. La végétation a repris ses droits, là où il y a six mois, il y avait un village-champignon hétéroclite, dont il ne reste désormais que l'église orthodoxe bâtie avec des bâches et des palettes par les Erythréens, et l'école laïque du chemin des Dunes, avec ses baraques de bois. « Nous avons plus de gens qu'il y a un an, sur 35% seulement de la surface initiale », résume Maya Konforti. Et il n'est plus possible de construire en dur : les CRS interdisent toute entrée de bois sur la zone. Toujours la même volonté, éviter la pérennisation du bidonville. Seules les tentes sont autorisées.

DES IGLOOS DE TOILE

Des tentes dont les toiles, en ce samedi parsemé d'averses violentes, claquent au vent, avec du sable qui s'engouffre dans les moindres interstices. Deux jeunes gens ramassent à la hâte un seau de cailloux : ils vont en bourrer des sacs, pour lester leur tente. Dans le terrain sableux de la lande, les piquets ne tiennent pas bien, à moins de creuser profondément. On est heureux de se réfugier dans un des restaurants encore ouverts, que la préfecture voulait voir détruits. Le tribunal administratif a rejeté sa demande, le 12 août, mais la préfecture s'est pourvue en cassation devant le Conseil d'Etat.

Croisés en milieu de matinée, alors que la jungle s'éveille à peine, Salah et Josef retournent au bercail : « No chance this night », lancent-ils, dans un grand sourire. La police les a attrapés à l'arrière d'un camion, empêchant, cette fois encore, leur passage en Angleterre. Ils se disent syriens et présents ici depuis cinq mois. Au moins, ils n'ont pas été renversés sur l'autoroute, comme cela arrive souvent. Un peu plus loin, de nouveaux arrivants patientent devant la Welcome Caravane, installée par l'Auberge des migrants : « Entre 11 heures du matin et 13 heures, on donne des tentes et des sacs de couchage », explique Maya Konforti. Ils sont une quarantaine tous les jours. C'est ainsi que les associatifs parviennent à évaluer les flux. Ils procèdent aussi tous les mois à leur propre comptage des migrants. Selon eux, ils sont aujourd'hui au moins 9 000, bien plus que ce qu'évalue la préfecture. Et encore, la population enfle de jour en jour. « La semaine dernière, on distribuait 2 000 repas quotidiennement, mais maintenant, on en est presque à 2 500 », précise la bénévole de l'Auberge des migrants. *Et tout le monde a augmenté ses chiffres : la Vie active en est à 3 900 repas, Kit-*

« Nous avons plus de gens qu'il y a un an, sur 35% seulement de la surface initiale. »

MAYA KONFORTI de l'Auberge des migrants

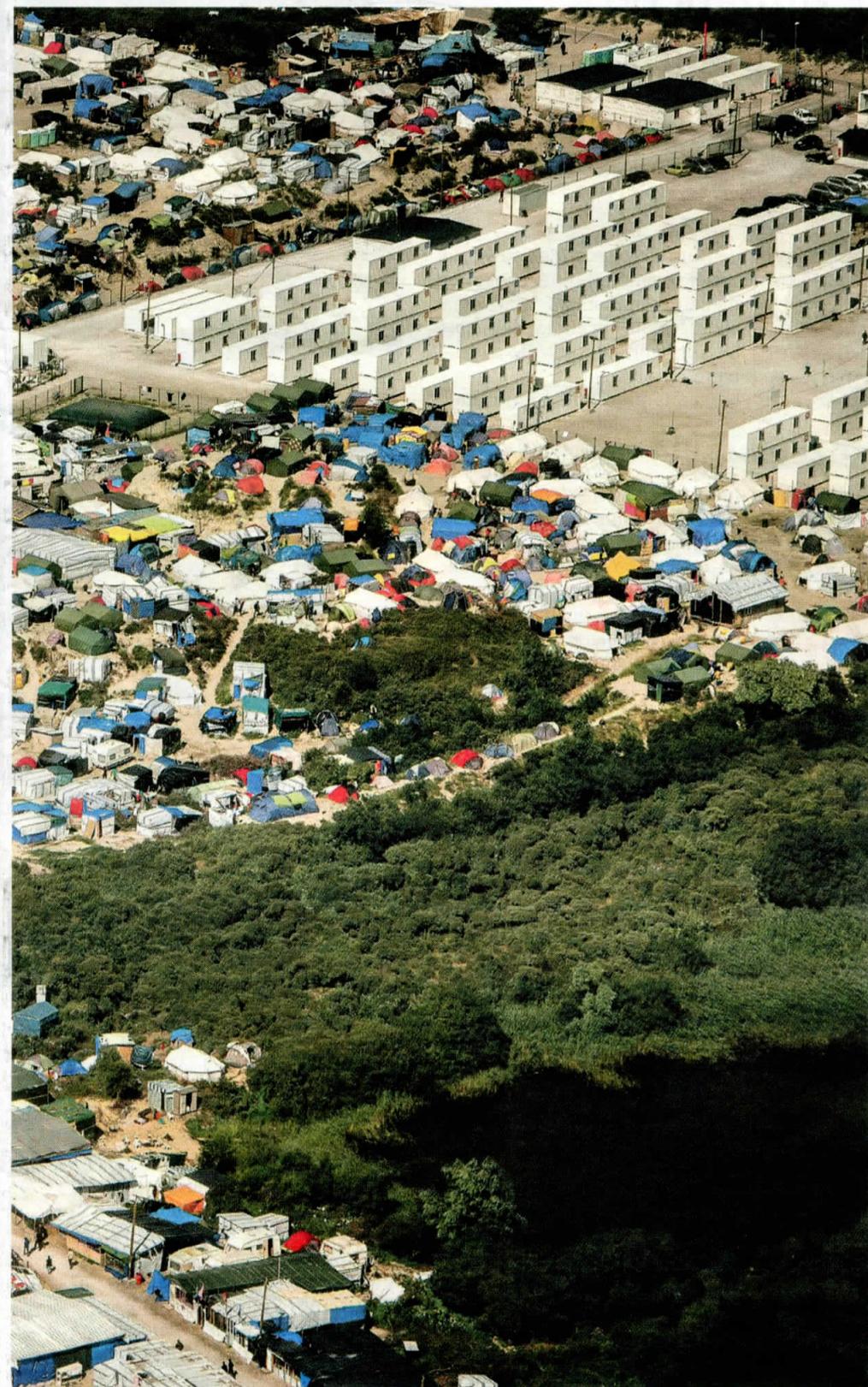
VIOLENCES ET TRAFICS À GRANDE-SYNTHE

A Grande-Synthe, près de Dunkerque, le camp de la Linière n'a rien de comparable avec la jungle de Calais. Ici, les 714 réfugiés, tous des Kurdes, dorment dans des cabanes, et le campement, construit par Médecins sans frontière (MSF), respecte les normes humanitaires internationales. Mais la vie n'y est pas plus simple : la semaine dernière, deux personnes y ont été blessées par balle, dans un règlement de compte entre passeurs. Ici, les trafiquants sont très présents, et imposent leurs règles du jeu. C'est d'ailleurs la raison qui a été invoquée par l'Etat pour reprendre la main sur le camp, en mai. Auparavant, la mairie de Grande-Synthe en avait confié la gestion à une ONG qui aide les migrants, Utopia 56. L'Afeji, une association d'aide sociale, avec des professionnels de l'éducation spécialisée, a pris la suite, avec deux missions : reprendre le contrôle du camp et en réduire progressivement la taille, jusqu'à le faire disparaître. La partie est pour l'instant loin d'être gagnée. **S. M.** (à Calais)

chen in Calais à 1 500, Belgian Kitchen à 1 300. Gaël Monzy, coordinateur pour l'association Utopia 56, arrive au même constat. Son association gère principalement le nettoyage du camp. « Tous les jours, il y a au moins une dizaine de tentes en plus », souligne-t-il. Les réfugiés dorment à plusieurs, serrés comme des sardines, dans les igloos de toile.

UNE DIZAINE DE PROFS BÉNÉVOLES

Sur une ligne de crête, les tentes sont à la queue leu leu, avec à peine la place pour les longer. Les concessions bien organisées, à l'africaine, clôturées, où s'organisait une vie en communauté, avec la cabane-salon et les cabanes-chambres, ont été submergées par le nombre. Une densité dangereuse en cas d'incendie. A l'École laïque des dunes, les cours de français et d'anglais rassemblent entre 180 et 250 élèves par jour. Dans la cour, une dizaine de profs bénévoles font classe devant des petits groupes attentifs. L'école a été créée par l'un des réfugiés, Zimako Mel Jones. Il n'est pas là ce samedi, et c'est Patrick, un Congolais, qui gère le lieu en son absence. Il est l'un des « dublinés » de la jungle : ses empreintes ont été prises en Italie, et c'est là où il doit déposer sa demande d'asile, selon le règlement européen de Dublin, en tout cas les six premiers mois. Patrick veut rester en France, et attend l'expiration de ce délai pour pouvoir lancer la procédure à Calais. Lui ne veut pas aller en CAO : « Tu te retrouves dans des petits villages où il n'y a rien à faire, tu vas dépenser de l'argent pour t'acheter à manger. » Il ne sait pas qu'il a droit à une aide de 10 euros par jour pour son alimentation. De toute façon, il préfère rester à Calais, car « ici, il y a beaucoup d'aide ». Sans les bénévoles, la situation serait explosive. « Les associations sont mieux organisées qu'il y a un an et arrivent à compenser », constate Gaël Monzy, d'Utopia 56. *Mais il va falloir plus de volontaires.* Maya Konforti s'inquiète aussi de la baisse des dons : « Nous devons faire face aux besoins d'une petite ville. » Mais pour l'instant, ce que négocient les associations avec l'Etat, c'est un bout de terrain en plus. Gaël Monzy soupire : « Mettre les gens les uns sur les autres, ce n'est pas viable. »



La superficie du camp a été réduite de près des deux tiers. PHOTO PHILIPPE HUGUEN. AFP